

MAIRIE DE DRAP



**ARRETE MUNICIPAL DE POLICE 2021-12-09**  
**Autorisant des travaux et règlementant la circulation et**  
**le stationnement des véhicules – avenue Virgile Barel**

Le Maire de la Commune de DRAP,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3,  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,  
Vu le Code la route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu le Code pénal,  
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,  
Vu la demande formulée par la société BOUYGUES Bâtiment Sud Est, représentée par Monsieur Sylvain Marty, demeurant 106 boulevard René Cassin – 06200 NICE quant à l'enlèvement de bungalows et le stationnement d'un camion grue sur une longueur de 30ml et une largeur de 5 ml au droit de la parcelle C 768 sise avenue Virgile Barel - 06340 DRAP,  
Considérant que pour permettre l'exécution de ledit enlèvement il y a lieu de régler la circulation et le stationnement des véhicules du mercredi 12 janvier au jeudi 13 janvier 2022,  
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser les occupations du domaine public communal et de les régler dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des véhicules, des piétons et des différents usagers du domaine public,

**ARRETE :**

**Article 1 :** La société BOUYGUES Bâtiment Sud Est, représentée par Monsieur Sylvain Marty, demeurant 106 boulevard René Cassin – 06200 NICE est autorisée à occuper le domaine public sur 30 ml de long et 5 ml de large, parcelle C 768 sise avenue Virgile Barel - 06340 DRAP, du mercredi 12 janvier de 8h30 à 17h30 au jeudi 13 janvier 2022 de 9h00 à 16h00 afin d'enlever des bungalows et de stationner un camion grue.

**Article 2 :** Pendant la durée des travaux et au droit du chantier :

- Une portion de l'avenue Virgile Barel sera fermée à la circulation (plan en annexe),
- Une déviation sera mise en place par l'entreprise,
- Le chantier sera suspendu le mercredi 12 janvier 2022 de 17h30 heures à 9h00 heures le lendemain,
- Le stationnement des véhicules sera strictement interdit au droit du chantier à l'exception des véhicules des services de secours et d'incendie ainsi que ceux des véhicules et engins exécutant les travaux. Tout véhicule gênant à l'exécution des travaux fera l'objet d'une verbalisation conformément aux lois et règlements en vigueur et sera susceptible d'une procédure de mise en fourrière,

**Article 3 :** la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal ne dispense pas l'entreprise de procéder aux autres formalités administratives prévues par les réglementations en cours.

Avant toute intervention, l'entreprise doit s'informer auprès des différents exploitants de l'existence de réseaux dans le périmètre des travaux envisagés, conformément à la réglementation relative à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (décret n) 2011-1241 du 5 octobre 2011 modifié), (chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement).

**Article 4 :** L'entreprise en charge des travaux, a obligation de mettre en œuvre les règles d'hygiène et de sécurité pour la protection des biens et des personnes, de matérialiser par des barrières les emplacements des travaux et devra installer les panneaux de signalisation, notamment pour la déviation, conformes à la réglementation en vigueur, deux jours avant le début des travaux.

L'entreprise est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 5 :** Les déblais de chantiers non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge ou site autorisé à recevoir les matériaux extraits par les soins de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

**Article 6** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

**Article 7** : L'entreprise devra remettre en état les lieux au terme du délai fixé.

**Article 8** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de NICE (06) dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté :

greffe.ta-nice@juradm.fr

**Article 9** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Drap
- Monsieur Le garde-champêtre territorial,
- Le commandant de la brigade de gendarmerie de La Trinité (AM).

DRAP, le 09 décembre 2021

**Le Maire,**

**Robert NARDELLI**

